

Michel Onfray se confie dans *Éléments*, la revue de la Nouvelle Droite

lesinrocks.com | 16.10.2015 | Kevin Poireault

L'ancien bulletin officiel du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), un think tank fondé par des intellectuels iconoclastes proches de l'extrême-droite, revient avec une nouvelle formule. Plus épais et plus moderne, ce numéro d'*Éléments* veut faire dire "toute la vérité" à Michel Onfray et Patrick Buisson.

C'est avec l'air grave mais décontracté que Michel Onfray, mains dans les poches et chemise noire sur fond gris, pose en couverture du nouveau numéro d'*Éléments*. Mais ne pas s'y tromper, si l'on ressent encore des traces de son passé de revue savante un peu austère fondée en 1973, le magazine trimestriel de la Nouvelle Droite a changé de peau, avec "une maquette rénovée", "une pagination augmentée de moitié" et "un passage au tout couleurs", que vient confirmer le titre de une en grosses lettres roses, "Michel Onfray s'explique".

Avec un tel invité de marque, tantôt dit de gauche, populiste ou simplement libre penseur, les représentants de la Nouvelle Droite ont frappé fort pour leur retour. Ce mouvement iconoclaste adossé au Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), avec Alain de Benoist et Michel Thibault en tête, ne se reconnaît pas dans l'extrême-droite traditionnelle et prône à la fois le nationalisme, l'anti-américanisme, l'antilibéralisme, le paganisme et l'écologie.

Michel Onfray, au delà du clivage gauche-droite

Interrogé sur son Université populaire, qu'il a fondée en 2002 à Caen, sur son origine rurale et modeste, sur l'islam, sur le rassemblement des deux Normandie et sur ses récents affrontements avec le philosophe Jacques-Alain Miller ou avec la presse de gauche, *Libération* en tête, Michel Onfray livre surtout dans cet entretien son positionnement politique. A cet égard, il affirme que "la gauche institutionnelle, de Hollande à Mélenchon, de *Libération* à *Mediapart*, ne m'aime pas et me calomnie est plutôt une bonne nouvelle". Le philosophe réitère ce qu'il avait dit dans l'émission "On n'est pas couché" : il ne lit rien de ce qui est écrit sur lui, "que ce soit pour ou contre".

Mais face à ces critiques, il attaque vivement la "presse idéologique de gauche qui préfère une idée débile de gauche, parce que la gauche dit toujours la vérité, bien sûr, et qui transforme en homme de droite quiconque aura dit de cette idée débile qu'elle est débile."

Dans cet entretien, Michel Onfray va encore plus loin : il annonce la mort lente du clivage gauche-droite, remplacé selon lui par "ceux qui savent prendre de la hauteur" et comprennent que "l'Occident est fini" et "ceux qui n'ont rien vu, les nigauds, et pensent toujours qu'ils ont un pouvoir sur la falaise qui s'effondre" :

"Actuellement, la droite libérale et la gauche libérale pensent la même chose ; et la gauche antilibérale et la droite antilibérale également, sauf sur la question de l'immigration – une chance pour Mélenchon, un flux à réguler pour Marine Le Pen."

Populiste – "tribun de la Plèbe" dans la bouche de Sollers – il le revendique. Ou du moins, il "préfère ça à libéral, capitaliste, bourgeois, miterrandien, social-démocrate, social-libéral". Ce qui est sûr, avance-t-il, c'est qu'il défendra toujours les moins puissants et refuse de se rallier à qui que ce soit :

"Je ne veux pas me retrouver avec les mélenchonistes défenseurs de Robespierre ou les lepénistes partisans de la peine de mort sous prétexte que je partage leur antilibéralisme. (...) Même si le grand d'hier est devenu le petit d'aujourd'hui, je suis du côté du faible. Si Mélenchon ou Marine Le Pen étaient interdits, je serais de leur côté. Même chose avec les chrétiens ou les musulmans. J'essaie de souscrire à cette formule de Nietzsche qui invitait à être seul de son parti..."

Patrick Buisson, en finir avec la communication politique et les partis

La seconde personnalité à se confier dans ce numéro est l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy : Patrick Buisson. "La force de Sarkozy, c'est qu'il fut un bon candidat, mais un mauvais président." Dans son entretien à *Éléments*, Patrick Buisson commence fort. Celui qui est à l'origine de l'idée du ministère de l'Identité nationale

reproche aujourd'hui à Nicolas Sarkozy d'avoir mis trop de temps à "retrouver des marqueurs idéologiques, à commencer par le thème de l'identité" justement.

De l'eau à coulé sous les ponts depuis la fin du quinquennat, et notamment l'affaire des écoutes téléphoniques, qui a brisé toute relation entre l'ancien président et son conseiller d'alors. D'habitude avare en sorties médiatiques, Patrick Buisson balance, sans prendre de gants. A commencer par le discours de Grenoble, stratégie de "communication politique" à laquelle il était "radicalement contre" :

Consultons par référendum les Français. Les questions sont très simples : les critères d'attribution des prestations sociales ; le droit du sol ; le regroupement familial ; le droit d'asile ; les accords de Schengen. Cinq questions. J'ai encouragé Sarkozy à les poser. Il n'a jamais voulu."

Plus largement, Patrick Buisson dénonce, dans un langage complexe d'historien, l'incapacité des hommes politiques à "comprendre la force des mythologies politiques", trop "habités par le schéma de l'économisme". Lui est convaincu que "l'individu obéit à tout, sauf à des choix rationnels". Beaucoup interrogé sur les valeurs de droite, il défend une droite attachée à l'identité et détachée du capitalisme, qu'il soit "entrepreneurial" ou "financier".

Sévère contre le fonctionnement partidaire de la politique, il prescrit un changement de paradigme pour le moins étonnant venu d'un homme politique réactionnaire longtemps proche de l'ex-UMP :

"Tant que les partis conserveront leur monopole sur la présidentielle, il ne se passera rien. On ne sortira probablement pas des Sarkozy et des Hollande. Pour en sortir, il faudrait qu'à l'heure du numérique, un million de signatures sur les réseaux sociaux imposent des candidats."

Kevin Poireault